

BEL 20	1883,81	+1,35%
DJ Stoxx 50	1976,81	+1,99%
Dow Jones	8078,36	+1,78%
Nasdaq composite	1516,30	+1,46%
Taux belge à 10 ans	4,41%	+0,01pt
EUR/USD	1,2995	+1,37%
Brent (en USD/Baril)	44,32	-1,18%

## La City mise à nu

**P/16** Ex-analyste de Dresdner, Geraint Anderson dépeint une City dominée par les délits d'initiés et les manipulations de cours.



Photo Bloomberg

# La commission Fortis ne veut pas se saborder

Torpillés par les experts, les députés veulent quand même continuer leurs travaux.

La commission d'enquête parlementaire Fortis doit décider aujourd'hui de son avenir. Hier, les universitaires chargés de l'assister ont été formels et radicaux : elle doit se saborder. Mais les députés ne veulent pas que le Parlement soit mis hors jeu. « La question de l'immixtion du pouvoir politique dans les affaires judiciaires reste posée et doit trouver des réponses », soulignait notamment Christian Brotcorne

(cdH). « Nous voulons poursuivre nos travaux », embrayait Karine Lalleux (PS). « Il reste un champ d'investigation pour la commission », estimait Olivier Maingain (MR). Même sentiment chez Ecolo : Jean-Marc Nollet trouvait que les experts « ont travaillé trop vite ». L'objectif de la commission reste de faire la lumière sur les éventuelles violations au principe fondamental de la séparation des pouvoirs. Le cabinet de l'ex-Premier ministre

Yves Leterme, notamment, est soupçonné d'avoir fait pression sur les magistrats chargés de se prononcer sur la vente de Fortis à BNP Paribas. Mais voilà l'ironie : les experts soulignent qu'une commission d'enquête parlementaire violerait précisément ce principe de la séparation des pouvoirs. Les députés vont donc tenter de trouver une formule pour pouvoir poursuivre, tout en multipliant les précautions. Par exemple en s'en-

tourant de magistrats afin d'éviter de commettre des impairs, suggérait hier Daniel Bacquelaine (MR). Ou en limitant la mission à l'analyse du rôle de l'exécutif. Mais la marge de manœuvre est étroite. Le rapport des experts casse bien des velléités. Et ces experts, qui étaient censés accompagner la commission jusqu'au bout, ont définitivement décidé d'arrêter les frais... ♦

A.Nx

► Lire en page 4



Les quatre experts universitaires chargés d'assister les députés ont été catégoriques : la commission Fortis ne peut pas poursuivre ses travaux.

Photo Belga

## Vers le grand retour de Cooreman-De Clercq ?

Quelque 350 milliards (de francs) sortis des tirelires belges, 90 000 emplois créés... Le succès de l'« arrêté 15 » issu des pouvoirs spéciaux du gouvernement Martens dans les années 1980 pour relancer le financement des entreprises et l'économie en fait réfléchir plus d'un. Et s'il suffisait de remettre le couvert ? Le ministre des Finances serait ouvert à l'idée lancée par le président d'Euronext, Bruno Colmant, et un groupe de travail, dont fait partie l'initiateur de l'époque, Etienne Cooreman, est déjà en train de figurer un projet.

L'arrêté Cooreman-De Clercq (aussi appelé Monory-De Clercq) permettait de défalquer jusque 40 000 francs (plus 10 000 francs par personne à charge) de ses impôts pour tout achat d'actions nouvelles. De leur côté, les sociétés ainsi recapitalisées étaient dispensées des 13 premiers pourcent d'impôt des sociétés sur le capital levé. La difficulté : limiter l'impact budgétaire d'une telle mesure tout en assurant son succès, mais aussi s'éviter les foudres de l'Europe, qui pourrait exiger que le coup de pouce fiscal soit étendu à l'ensemble des sociétés européennes. L'épargne-pension, issue du même mécanisme, a bien survécu. Pourquoi pas l'épargne-actions ? JYK

► Lire en page 8

WWW.LECHO.BE

Les résultats trimestriels et annuels de Barco avant l'ouverture des marchés et les chiffres européens du commerce de détail en décembre dès 11 heures.

### DANS L'ACTUALITÉ



Photo Reuters

## AB InBev vendeur en Corée

**P. 7** Le brasseur belgo-brésilien négocierait la vente d'Oriental Brewery, le n°2 de la bière en Corée du Sud. On parle d'un prix de 2 à 2,5 milliards de dollars. Cela donnerait un coup d'accélérateur à son plan de cessions d'actifs.

## Les commandes de poids lourds sont au point mort

**P.6** Fort liées à la conjoncture, les ventes de camions ont diminué de 20 %. Conséquences : le bénéfice de Scania s'effondre et Volvo Trucks renforce ses mesures.

## Les professions libérales en forte hausse sauf à Bruxelles

**P. 9** La Chambre des classes moyennes a présenté une étude comparative sur l'évolution des professions libérales en Belgique et leurs difficultés.

## 583 victimes des airs en 2008

Le nombre d'accidents aériens a augmenté en 2008, mais paradoxalement le nombre de victimes a diminué, selon les derniers chiffres publiés par le magazine Flight. La baisse du nombre de tués se poursuit depuis 2005. On avait alors connu plus de 1 000 morts dans des accidents aériens. Ces statistiques démontrent les progrès réalisés en Afrique et dans la région Asie-Pacifique en matière de sécurité. En 2008, le monde aérien a déploré 34 accidents d'appareils qui ont fait 583 victimes.

► Lire en page 6

## PÉTROLE LES GAINS CUMULÉS DES GÉANTS DE L'OR NOIR ONT ATTEINT DES SOMMETS L'AN DERNIER. MAIS...

# 100 milliards de dollars pour 5 majors

Seulement cinq des sept « majors » pétrolières occidentales ont publié leurs résultats au titre de 2008 — la Française Total et l'Italienne ENI manquent encore à l'appel -, mais déjà, le seuil mythique des 100 milliards de dollars de gains a été franchi. Et encore, l'une d'entre elles, Conoco, a-t-elle essuyé 17 milliards de dollars de pertes ! L'année écoulée a donc encore été faste pour l'industrie pétrolière, serait-on tenté de penser à la lecture de ces chiffres. Voire. En effet, ces performances auraient été plus spectaculaires si la crise économique n'était venue tout gâcher au cours du dernier tri-

mestre. À mesure que les cours du baril de brut chutaient... brutalement de leur piédestal — de près de 150 dollars en juillet à moins de

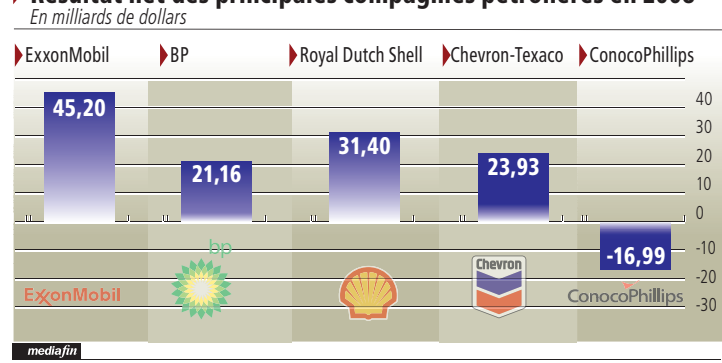
50 dollars -, les belles mécaniques se sont enlisées. Exxon et Chevron, les deux meilleurs élèves de la classe, ont vu leurs profits amputés

de solides fractions, tandis que pour BP, Royal Dutch Shell et surtout Conoco, les notes du bulletin ont été moins fameuses qu'espéré. La situation risque de ne pas changer de sitôt, si l'on en croit l'agence internationale de l'énergie, qui anticipe un recul de la demande d'or noir en 2009.

Parmi les solutions envisagées pour maintenir les performances à un niveau « appréciable », des pistes se désignent naturellement aux spécialistes de l'exploration : la compression des coûts, notamment par le biais des réductions d'effectifs et du gel des investissements, ou les acquisitions...

► Lire en page 2

### Résultat net des principales compagnies pétrolières en 2008



## Relance: Obama pressé par le temps

Après la Chambre des représentants la semaine dernière, le Sénat américain a entamé lundi l'examen de sa propre version du plan de relance économique, sous la pression du président Obama qui continue à s'investir personnellement pour faire adopter le texte au plus vite face à une crise paraissant s'aggraver de jour en jour. Les adversaires républicains du nouveau chef d'État, en minorité dans les deux chambres, continuent à faire entendre leur différence, malgré les appels du pied du nouveau locataire de la Maison-Blanche. Ce dernier veut non seulement faire approuver rapidement

ce plan censé créer trois ou quatre millions d'emplois, mais il veut aussi, pour des raisons de politique intérieure, rallier le plus grand

nombre de républicains à l'initiative. L'opposition de son côté critique le coût astronomique du projet et demande plus de réductions fiscales et d'assistance dans le secteur de l'immobilier. Pour tenter d'amadouer certains républicains, le leader de la majorité démocrate de la Chambre des représentants a assuré mardi que les démocrates espéraient un plan de relance de « moins de 900 milliards de dollars ». Dans la version du Sénat, le plan de relance atteint 884 milliards de dollars, contre 819 milliards pour celle adoptée par la Chambre.

► Lire en page 3

## La bad bank, une idée à haut risque en circulation

Le concept de bad bank prend de l'ampleur. Depuis le début de la semaine, la Commission européenne multiplie les encouragements dans ce sens. Une bad bank permettrait d'isoler les actifs toxiques des banques dans une entité séparée. Une bonne idée, selon la Commission. Aussi évidente qu'elle puisse paraître, la mise en œuvre d'une telle démarche est pourtant hautement complexe. Comment définir le prix d'un actif qui ne se vend plus ? Une solution nuancée semble donc être privilégiée dans les cercles politi-

ques des différents pays touchés. La Suisse et l'Espagne ont déjà commencé à racheter des actifs en déliquescence. L'Allemagne s'appête à le faire avec Hypo Real Estate. La Belgique, la Grande-Bretagne, mais aussi les Etats-Unis se sont pour l'instant contentés de garanties destinées à limiter les pertes sur les portefeuilles dépréciés. La bad bank exposerait plus directement l'argent public. Et le coût pour le contribuable risque d'être conséquent. La Commission a quand même tenu à le rappeler hier.

► Lire en page 15



La crise met Obama sous pression.

### Légende

Après la Coccinelle, la Mini et la Fiat 500, la Citroën DS va être relancée. ► P. 28

### SD Worx

Le leader des secrétariats sociaux en Belgique s'étend en Wallonie. ► P. 7

### Marketing

Zoom sur Aegis, première agence médias du pays en 2008. ► P. 10

Entreprises	4-7
Économie	8-9
Marketing	10
Expertise	11
Débats	14
Épinglé	28



Photo News